

Dans une Pologne divisée, les résistances tentent de faire surface

PAR AMÉLIE POINSSOT
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 28 OCTOBRE 2016

Varsovie a rejeté, ce jeudi 27 octobre, les recommandations de la commission européenne pour se remettre sur les rails de l'État de droit. Tandis que le pouvoir ouvre un nouveau front, cette fois-ci en Europe, des Polonais continuent de s'insurger contre ses dérives autoritaires.

De notre envoyée spéciale à Varsovie (Pologne). –

Il est en train de travailler dans la salle de montage, par un après-midi de mars, quand son chef le convoque brusquement dans son bureau. « À partir de demain, tu n'as plus de travail », lui lâche-t-il. La raison ? « Tu as été trop lent pour monter ton sujet. » Le reportage en question est pourtant déjà à l'antenne de « Panorama », l'émission phare de TVP, la télévision publique polonaise. Radek Masowski, le journaliste victime de ce licenciement sans ménagement, n'est pas dupe. La vraie raison, selon lui, est politique : peu de temps auparavant, il a refusé d'apposer le commentaire rédigé par son chef sur un reportage consacré au Tribunal constitutionnel – la première institution à laquelle le PiS (Droit et Justice) s'est attaqué, au lendemain de son arrivée au pouvoir, il y a un an.

Il n'est pas le premier ni le dernier à perdre son travail : au total, plus de 300 journalistes ont été écartés du principal média public du pays depuis l'an dernier. À « Panorama », la moitié de l'équipe a été priée d'aller voir ailleurs. « Dès que le parti est arrivé au pouvoir, une ligne a clairement été imposée à la rédaction de TVP : il était interdit de critiquer le gouvernement. Des assistants parlementaires et des porte-parole du PiS ont été embauchés à tour de bras. Ce n'est plus du journalisme, c'est de la propagande grossière », raconte Radek. Pour ce journaliste chevronné, un des membres clefs de l'équipe de « Panorama » depuis onze ans, la désillusion est de taille. « J'ai connu au cours de ma carrière huit chefs différents. Bien sûr que

nous avons déjà vu des nominations très politiques. Mais jamais un chef ne m'a imposé ce qu'il fallait écrire ! »

Sur les principaux sujets d'actualité, TVP s'est rapidement mise à tordre la réalité. « Sur les réfugiés, nous avons pour instruction de ne pas les montrer sous un jour favorable ni de soulever l'émotion des téléspectateurs avec des images de bombardements à Alep, nous devons les présenter sous un mode agressif et potentiellement dangereux. Sur les manifestations du KOD [Comité de défense de la démocratie, créé en opposition au gouvernement – ndlr], il fallait montrer qu'elles étaient liées à Plateforme civique [le parti qui a dirigé le pays pendant les deux législatures précédentes – ndlr] et que c'était un moyen pour ce parti de revenir au pouvoir. Nous ne pouvions par ailleurs interroger que des experts de droite, jamais exprimer des points de vue différents. Aujourd'hui, la nouvelle bête noire de la chaîne, c'est Angela Merkel... »

Bref, le PiS a fait de TVP une télévision à son image : paranoïaque, xénophobe, mensongère. Et Radek Masowski n'est pas le seul à trouver la situation insupportable, entre des médias publics à la botte du pouvoir et des médias privés – comme la chaîne d'information TVN24 et le principal quotidien du pays, *Gazeta Wyborcza* – tombés dans la critique systématique. Avec d'autres, il est en train de mettre sur pied une nouvelle chaîne, qui se veut objective, Nowa TV. Date de lancement : le 9 novembre.

« J'espère que nous ne serons ni de droite ni de gauche. Mais je ne sais pas comment nous serons perçus. Certains à droite nous haïssent déjà... »



Manifestation de la « Conférence épiscopale des femmes » à Varsovie, le 24 octobre 2016. © Amélie Poinssot

La Pologne semble aujourd'hui plus divisée que jamais, entre ceux qui soutiennent le gouvernement ultraconservateur et ceux qui le critiquent, le tournent en dérision, voire s'y opposent publiquement. Ceux-là sont de plus en plus nombreux, dans un pays qui s'est pourtant longtemps caractérisé par une certaine apathie politique et une très faible mobilisation sociale. Il y a d'abord eu, en novembre 2015, la création du KOD pour répondre aux mesures mettant fin à l'indépendance du Tribunal constitutionnel, puis ses innombrables manifestations dans les principales villes du pays, tout au long de l'année (voir **notre entretien** avec son représentant, Mateusz Kijowski) : depuis la naissance du syndicat Solidarno###, en 1980, et la chute du communisme, neuf ans plus tard, le pays n'avait pas connu telle mobilisation dans les rues. Puis il y a eu le mouvement des femmes, en réaction au projet d'interdiction totale de l'avortement, à partir du printemps jusqu'au point d'orgue du 3 octobre dernier, qui a rassemblé plus de 30 000 personnes à Varsovie, 150 000 en tout dans le pays.

Depuis, le mouvement ne démobilise pas, les plus actives cherchent de nouvelles formes d'intervention et de nouveaux rassemblements étaient organisés ce début de semaine pour défendre une nouvelle fois les droits des femmes – même si le nombre de personnes qui sont descendues dans la rue était cette fois-ci infiniment moindre. Une petite délégation, prétendant représenter la « Conférence épiscopale des femmes », a ainsi défilé devant les églises de la vieille ville de Varsovie. « *Les femmes n'ont jamais été invitées à la négociation sur l'avortement. Ce n'est pas un*

compromis [nom qui désigne la loi, très restrictive, adoptée en 1993 – ndlr], *c'est une compromission !* » pouvait-on entendre, tandis que les slogans disaient : « *Non à l'ingérence de l'Église en politique* », et appelaient à « *une école laïque* » et à « *une éducation sans endoctrinement* ».

Les réseaux sociaux ne sont pas en reste, avec, outre les groupes Facebook créés pour résister aux mesures gouvernementales, des moqueries virales à chaque absurdité que sort l'exécutif. Un nom a ainsi fait le tour du web : Misiewicz. Patronyme du jeune porte-parole sans qualification du ministre de la défense, c'est devenu le synonyme de « pistonné ». Quant aux truchements éhontés de TVP qui, par de savants montages, sous-estime systématiquement la mobilisation des manifestations d'opposition, les Polonais bien informés en rigolent : « *Qu'est-ce que TVP a encore inventé cette fois-ci !* »

Razem, un parti de gauche alternative

L'amitié polono-hongroise désormais brandie en étendard – le président polonais était la seule personnalité étrangère présente dimanche dernier, aux côtés de Viktor Orbán, pour le 60^e anniversaire du soulèvement de Budapest, en 1956 –, fait, elle aussi, sourire. « *Orbán est maintenant notre seul allié à l'étranger... L'homme qui œuvre aux intérêts de Poutine en Europe !* » nous dit-on à plusieurs reprises à Varsovie, en réalisant combien le modèle de société du PiS ressemble finalement à ce qu'il prétend détester : la Russie. Très critique, le philosophe Micha# Kozowski voit dans le gouvernement polonais actuel « *la technologie politique inventée par Orbán : un régime qui a les apparences d'une démocratie, qui ne connaît plus d'alternance et qui remet au goût du jour la "tactique du salami" inventée par le chef du Parti communiste hongrois au lendemain de la guerre, Mátyás Rákosi. Comme des tranches de saucisson, on élimine, les uns après les autres, les pouvoirs gênants : le Tribunal constitutionnel, les médias...* »

Un axe Varsovie-Budapest, de fait, est en train d'émerger sur la scène européenne, défiant à l'égard de Bruxelles et s'isolant du reste du continent. Comme pour confirmer cette tendance, l'exécutif polonais

a rejeté ce jeudi 27 octobre les recommandations de la commission européenne dans le cadre de la procédure, enclenchée en janvier, de **surveillance de l'État de droit** – une procédure qui peut déboucher sur des sanctions. « *Notre impression est que les recommandations sont motivées politiquement, a déclaré hier depuis Varsovie Beata Szyd#o, la première ministre polonaise. La Pologne est un État démocratique. Nous allons le défendre auprès de la commission et présenter nos raisons et nos arguments (...) Personnellement, je ne peux pas comprendre que la commission s'en prenne à la Pologne.* »

Un nouveau front est donc ouvert, porteur de nouvelles divisions. Car si une partie de la société polonaise se soulève depuis des mois, cela se fait dans un divorce complet avec l'électorat du PiS. « *L'une des mesures les plus critiquées par les opposants du PiS, taxée de populiste, est le "500+", cette allocation familiale de 500 zlotys mensuels par enfant [soit environ 115 euros – ndlr], explique le sociologue Ireneusz Krzemi#ski. Mais 500 zlotys, pour un foyer modeste, ce n'est pas rien ! Même pour moi, universitaire en fin de carrière, c'est déjà une coquette somme. Les personnes qui critiquent cette mesure ne se rendent pas compte, elles sont déconnectées des classes populaires.* »

Pour ce professeur de l'université de Varsovie, contributeur régulier de *Gazeta Wyborcza*, le succès du PiS et la profonde division de la société ne s'expliquent pas seulement par cette politique sociale, et ce d'autant moins, dit-il, que l'analyse selon laquelle les électeurs du PiS seraient les perdants de la transition économique de ces vingt-cinq dernières années est complètement erronée : « *Aucune étude sociologique n'atteste d'un déclin, sur le plan matériel, professionnel ou même personnel, des Polonais. Au contraire, chaque année, les études montrent que la satisfaction des habitants de ce pays progresse.* » Pour Krzemi#ski, c'est le cadre idéologique du PiS qui est à l'origine de son succès. « *Le PiS propose de reconstruire une communauté nationale catholique. Et c'est parce que ce discours touche précisément aux valeurs fondamentales que les divisions sont si profondes avec le reste de la société.*

Certes, en persistant dans cette voie, le parti effraie et perd certains de ceux qui ont voté pour lui l'an dernier, mais en même temps, il consolide son noyau dur. »

Ce n'est pas le moindre des paradoxes : ce repli sur soi intervient alors que le pays semble au sommet de son dynamisme. La Pologne est le seul pays européen à avoir échappé à la récession qui a touché le continent à partir de 2008. Dans les rues de Varsovie, les cafés et les boutiques de toutes sortes se sont démultipliés en dix ans. Une deuxième ligne de métro, rutilante, a été mise en route, les chaussées sont parfaitement entretenues, les pistes cyclables quadrillent la ville, des taxis électriques sont apparus et des panneaux publicitaires font en ce moment la promotion des îles grecques. S'il était un indicateur de l'impressionnant développement économique du pays ces dernières années, la transformation de la capitale en serait un – même si l'ensemble du pays, et en particulier ses régions de l'est, traditionnellement plus pauvres, ne peut évidemment être réduit à l'image que renvoie Varsovie.

Micha# Kozlowski, qui, outre ses activités universitaires, fait partie de l'équipe de la revue anticléricale **Bez Dogmatu** (« Sans dogme »), résume le tableau en trois traits : « *Plus de vingt-cinq ans ont passé depuis la fin du communisme, on est donc en mesure de dresser un bilan. Sur le plan économique, c'est un énorme succès. Certes, les années 1990 ont été un désastre. Mais la Pologne n'a pas connu de récession depuis 1993 et le PIB a été multiplié par deux ces douze dernières années. Sur le plan social, c'est ambigu. La logique anti-redistributive n'a pas cessé de fonctionner et les systèmes d'aides sociales et de santé publique ne se sont jamais développés. Sur le plan moral enfin, c'est une catastrophe. C'est particulièrement visible sur la question des réfugiés, thème dont l'extrême droite s'est emparé pour remporter les élections, les assimilant à des terroristes. Et ce alors que pas un seul réfugié n'est venu s'installer en Pologne, que le pays n'a jamais connu d'attaque terroriste et que, dans les années 2000, nous avons accueilli des milliers de Tchétchènes sans que cela nous pose aucun problème !*

On est dans une logique antisémite, un racisme où les musulmans absents ont pris la place des Juifs absents. »

En dépit de ce constat amer, les lignes bougent, pourtant. Ça et là, des signes montrent que chez les jeunes générations, pour lesquelles l'appartenance européenne et l'ouverture sur le monde sont une évidence, l'ancrage conservateur du pays n'est pas une donnée immuable. Razem, micro-parti de gauche alternative, encore unimaginable il y a dix ans, en est un. Dans son modeste local situé à quelques encablures de la Vistule, en contrebas des beaux quartiers, pas une tête n'a plus de quarante ans. Maciej Konieczny nous explique les principes du parti : parité parfaite dans les structures comme sur les listes électorales, programme basé sur le respect des droits de l'homme, la liberté de l'orientation sexuelle, la libéralisation de l'avortement... et une politique sociale à l'égard des plus démunis. *« Comme Podemos en Espagne, avec lequel nous sommes en contact, nous faisons le constat que le modèle ultralibéral est en train de s'écrouler, que les élites politiques actuelles ne nous représentent plus, qu'il peut exister d'autres solidarités au niveau européen que le seul soutien au marché unique. »*

Razem (qui signifie « Ensemble » en polonais) a récolté 3,6 % des suffrages aux législatives d'octobre 2015. Pas assez, donc, pour entrer au Parlement – le seuil est de 5 % en Pologne. Assez toutefois pour y croire et viser de prochains scrutins, en particulier les élections européennes. Maciej assure, déterminé : *« Notre objectif, c'est de conquérir des sièges à une élection : c'est ainsi, en gagnant du terrain sur la partie politique, que nous nous ferons une place dans les médias et l'espace public et que nous développerons le parti. »*

Le coming out de la chanteuse Natalia Przybycz

Dans le paysage politique polonais, Razem est une incongruité. Jusque-là, la gauche faisait office de repoussoir en Pologne et le parti postcommuniste SLD, aujourd'hui officiellement social-démocrate, s'est embourbé dans les scandales pour finir par sortir du Parlement aux dernières élections. C'est

désormais la Plateforme civique (droite libérale) qui constitue l'opposition politique au PiS sur les questions de respect de la Constitution et des libertés fondamentales. Et le KOD, qui exerce cette pression dans la rue. *« Mais tous deux passent complètement à côté du problème de la précarité sur le marché du travail, dit avec agacement Maciej. La Pologne est le deuxième pays européen après l'Espagne en nombre de CDD ! »* Le militant sait de quoi il parle : à 36 ans, il a déjà derrière lui toute une carrière de petits boulots précaires et mal payés. Si le marché du travail polonais s'est si bien développé ces dix dernières années, c'est aussi parce qu'il s'est fait sur la base des « contrats d'ouvrages », ces contrats où l'employé est payé à la tâche, sans aucune cotisation patronale aux systèmes de retraite et de santé.

Cette double revendication – un modèle économique et social alternatif, des lois progressistes en matière de société – a conduit tout naturellement Razem à monter au front dès que le projet d'interdiction totale de l'avortement a fait surface, au printemps dernier. C'est alors lui qui a lancé, *« en 24 heures »*, les premiers rassemblements dans les principales villes du pays. Et il était encore à l'initiative, avec d'autres, pour la manifestation du 3 octobre. *« La mobilisation pour le droit à l'avortement a rendu les gens beaucoup plus tolérants à cette idée, veut croire Maciej. De la même manière que la posture xénophobe et anticommuniste n'avait pas, il y a quinze ans, l'importance qu'elle a aujourd'hui, l'opinion publique peut bouger très vite. Ce n'est pas écrit que la Pologne sera un pays ultraconservateur dans vingt ans. »*

Il n'empêche. Le week-end dernier (22-23 octobre), la chanteuse Natalia Przybycz expliquait, dans **une longue interview** donnée à *Wysokie Obcasy* (« Talons hauts », supplément féminin de *Gazeta Wyborcza*), qu'elle s'était fait avorter illégalement et en pleine santé, alors qu'en Pologne, l'avortement n'est autorisé qu'en cas d'inceste, de viol, de malformation du fœtus ou de mise en danger de la vie de la mère, autant de conditions qui ne sont par ailleurs que rarement respectées dans les hôpitaux publics ou par les médecins. C'est la première fois qu'une femme polonaise, en dehors des petits cercles féministes

radicaux, fait un tel *coming out*. Croisée dans l'un des rassemblements du lundi 24 octobre – la petite manifestation anticléricale de la « Conférence épiscopale des femmes » –, une jeune trentenaire s'interroge. « *Fallait-il qu'elle fasse cette révélation maintenant ? Je ne suis pas sûre... Cela va éloigner beaucoup de femmes qui avaient rejoint le mouvement le 3 octobre. Beaucoup ne sont pas favorables à l'avortement. Elles étaient juste hostiles à l'interdiction totale.* »

C'est aussi le constat que fait Agnieszka Graff (**lire son entretien**), l'une des grandes figures intellectuelles polonaises engagées depuis des années sur les questions liées aux femmes : « *C'est un mouvement éclaté, qui n'a pas d'unité pour l'instant.* »



« KOD », « Je suis un rebelle », « Grève générale des femmes »... : sur le sac de ce jeune manifestant, les symboles de multiples engagements. Varsovie, le 24 octobre 2016.

La question de la convergence est bel et bien le défi qui se pose maintenant à toutes ces résistances au rouleau compresseur du PiS. Certaines ont un caractère générationnel, comme les manifestations du KOD, où l'on observe une grande majorité de cinquantenaires et plus – essentiellement des personnes qui ont bien connu la période communiste. « *Comment créer une plateforme commune à toutes ces oppositions ? Pour l'instant, personne n'a la réponse, constate le sociologue Ireneusz Krzemiński. Il est très difficile de trouver le mode d'action pour lutter efficacement contre ce gouvernement. Après tout, il ne s'agit pas de s'opposer à un coup d'État ni à une junte... C'est plus subtil que cela. Est-ce que les manifestations suffiront ? Combien de fois les Polonais sont-ils prêts*

à manifester ? Pour l'instant, on est encore dans un mouvement de protestation contre quelque chose. On n'est pas dans la proposition d'un nouveau modèle, comme Solidarność, en son temps, avait réussi à le faire. »

À une bonne génération d'écart, le jeune Jakub Demek, journaliste de la revue intellectuelle de gauche *Krytyka Polityczna* – qui s'est vu retirer ses subventions après l'arrivée du PiS au pouvoir –, estime lui aussi qu'il y a encore du travail. « *Je ne sais pas s'il s'agit réellement d'une vague progressiste. Pour l'instant, c'est surtout tourné contre le gouvernement, cela ne se traduit pas par une capacité politique de l'opposition. Les gens mobilisés oublient par ailleurs que le gouvernement précédent a aussi fait de nombreuses erreurs ! Il faut mettre à son compte une très mauvaise diplomatie, une corruption à grande échelle, une incapacité à améliorer le système judiciaire... On ne peut pas dire aujourd'hui, comme certains le prétendent, que la Pologne a alors connu ses meilleures années de l'après-communisme.* »

De nouveaux fronts sont en tout cas à attendre. Pour Ireneusz Krzemiński, le prochain sur la liste est le monde enseignant. Le gouvernement a en effet annoncé une réforme de l'éducation où il entend revenir à l'ancien système : suppression des collèges et réintégration des élèves à l'école primaire jusqu'à leur entrée au lycée. Pour Agnieszka Graff, ce sera la catégorie des infirmières, « *un corps qui a une forte capacité de mobilisation, qui n'est pas bien payé et qui se trouve au croisement des problématiques actuelles, à la fois en tant que mères face à un système éducatif sur le point d'être réformé sans raison, et en tant que personnel hospitalier face à cette gigantesque hypocrisie de l'accès à l'avortement* ». Si le PiS a encore trois ans devant lui et les pleins pouvoirs pour faire passer ce qu'il veut, la Pologne qui résiste, de son côté, n'a pas fini de faire parler d'elle.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.